

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Chalon-sur-Saône

Le 02/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SIVIGNON

LES PIGEONS

71120 VENDENESSE LES CHAROLLES

Références : AC/MV/2022/C_019

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2022 dans l'établissement SIVIGNON implanté LES PIGEONS 71120 VENDENESSE LES CHAROLLES. L'inspection a été annoncée le 08/12/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIVIGNON
- LES PIGEONS 71120 VENDENESSE LES CHAROLLES
- Code AIOT dans GUN : 0005400629
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : non

La carrière exploitée par la société SIVIGNON TP à Vendennes-les-Charolles a été autorisée par arrêté préfectoral du 6 novembre 2014 dans le cadre d'une demande d'autorisation de renouvellement et d'extension. Cette carrière a fait l'objet d'une première visite dans le cadre de ce dernier arrêté préfectoral d'autorisation en 2015. Les matériaux produits sont destinés principalement aux travaux routiers locaux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection n'a pas relevé de graves dysfonctionnements sur les thèmes et points contrôlés. L'exploitation de la carrière suit un rythme conforme au phasage et aux volumes autorisés.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 2.3.5	/	Lettre de suite préfectorale
Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 6.3.1	/	Lettre de suite préfectorale
Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 6.3.3	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Surveillance des installations	Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 2.1.3	/	
Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 2.3.3	/	
Suivi d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 9.4.1	/	
Décapage des terrains	Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 2.4.3	/	
Méthode d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 2.4.5	/	
Extraction en jardins	Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 2.4.5.1	/	
Périmètre d'éloignement	Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 1.5	/	
Remise en état	Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 2.6.2	/	
Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 4.3.2	/	
Aire étanche de ravitaillement	Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 4.3.2.1	/	
Séparateur d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 4.3.2.2	/	
Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 4.3.2.3	/	
Auto surveillance du milieu récepteur	Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 9.2.3	/	
Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 6.3.2	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités relevées peuvent être rapidement corrigées.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Surveillance des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 2.1.3
Prescription contrôlée : L'exploitation de chaque installation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et formée en conséquence.
Constats : La surveillance de l'ensemble des installations est faite par le directeur technique SIVIGNON et le chef de la carrière de Vendenesse-les-Charolles.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 2.3.3
Prescription contrôlée : L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace (ou tout autre dispositif équivalent), entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation. Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux "chantier interdit au public" sont mis en place sur les voies d'accès. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit. Les retenues d'eau présentes sur le périmètre d'autorisation sont clôturées et munies de panneaux signalant leur caractère dangereux (risques de noyade). Des moyens de secours adaptés (bouée, barque, ligne de vie,...) sont disponibles à proximité.
Constats : La périphérie de l'emprise en cours d'exploitation est clôturée (poteaux et fils barbelés) selon le directeur technique. Il a été constaté sur le site la présence d'une barrière au niveau de l'entrée de la carrière et d'une clôture au niveau des limites Ouest ainsi que le signalement du danger et de l'interdiction d'entrée. Deux bassins de décantation des eaux de ruissellement sont présents au niveau de l'entrée du site. Ils sont clôturés, une bouée est présente et un affichage indique le risque de noyade à proximité.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 2.3.5
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toute disposition pour limiter l'épandage de boue ou de matériaux sur la voirie publique. En cas de salissures liées à l'activité de la carrière, l'exploitant nettoie les voies d'accès au site.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté la présence d'épandage de boues liquides sur la voirie publique en sortie de carrière.
Observations : La carrière est équipée d'un débourbeur de roues pour les véhicules et engins sortant du site. Ce dispositif ne semble pas suffisamment efficace en période pluvieuse ou de dégel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Suivi d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 9.4.1
Prescription contrôlée : Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,• les bords de la fouille,• les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,• l'emprise des infrastructures (installations de traitement des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,• les éventuels cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,• le positionnement et les hauteurs des fronts,• les zones de stockages de déchets inertes et terres non polluées provenant de l'activité• la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
Constats : Le dernier plan d'exploitation de la carrière a été relevé fin décembre 2021 par le géomètre-expert MONIN au 1/1000 ; il contient toute les informations nécessaires.
Observations : Il a été constaté que les parcelles n°766 et 767 du plan d'exploitation (qui semblent correspondre à la parcelle en renouvellement n° D 282 dans l'AP de 2014) n'étaient pas intégrées dans les limites de l'emprise en autorisation. Le plan doit s'attacher à mettre en évidence par une couleur différente des surfaces remises en état définitivement, les surfaces en cours de remise en état dans le cas où celles-ci ne sont plus exploitées.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Décapage des terrains

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 2.4.3
Prescription contrôlée : Aucune extraction ne doit avoir lieu sans décapage préalable de la zone concernée. Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation et en accord avec le plan de phasage. Le décapage est effectué de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux. Le dépôt des horizons humifères ne doit pas avoir une hauteur supérieure à 2 m afin qu'ils conservent ses qualités agronomiques. L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les matériaux de découverte utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.
Constats : Le décapage des terrains n'est réalisé qu'en fonction de l'avancement de l'exploitation. Toutes les terres de découvertes et terres végétales extraites ont été réutilisées dans le cadre de la remise en état de la carrière de manière sélective.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Méthode d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 2.4.5
Prescription contrôlée : L'extraction des matériaux est réalisée comme suit : <ul style="list-style-type: none">• pour l'horizon supérieur composé d'arène granitique : les matériaux sont extraits à l'aide d'un engin à lame (chargeur, boueur ou pelle hydraulique) avec constitution d'un talus de matériaux en pied de pente.• pour les horizons inférieurs composés de roche massive : les matériaux sont extraits par abattage à l'explosif par fronts successifs de 15 m. Les matériaux abattus sont repris en pied du front par un engin de type chargeur ou pelle hydraulique. Le carreau de la carrière a pour cotes minimales 300 m NGF pour l'extension et 315 m NGF pour la partie des installations de traitement.
Constats : Selon le dernier plan d'exploitation de la carrière relevé en décembre 2021, la cote minimale de la surface des installations de traitement est à 316m NGF et la cote minimale du carreau en exploitation est à 318 m NGF.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Extraction en gradins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 2.4.5.1
Prescription contrôlée : La hauteur de chaque gradin n'excède pas 15 mètres. Leur nombre est limité à trois.
Constats : L'exploitation est conduite actuellement sur 3 gradins dont les hauteurs maximales sont inférieures à 15 m selon le dernier plan d'exploitation de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Périmètre d'éloignement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 1.5
Prescription contrôlée : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Cette distance pourra être augmentée en tant que de besoin. En particulier, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas doit être arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.
Constats : En référence au dernier plan d'exploitation de la carrière relevé en décembre 2021, les bords supérieurs des fouilles sont éloignés de plus de 10 m des limites de l'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 2.6.2
Prescription contrôlée : Le phasage de la remise en état et l'état final des lieux affectés par les travaux doivent correspondre aux dispositions de la demande et aux plans de remise en état annexés au présent arrêté. Des options de remise en état du site différentes selon la zone de la carrière concernée sont mises en œuvre conformément au schéma de principe annexé au présent arrêté. Les principales options retenues sont : <ul style="list-style-type: none">• le remblaiement à hauteur du terrain naturel avec boisement (partie sud-ouest),• la conservation de gradins purgés laissés abrupts avec reprofilage par écrêtement de la tête du gradin supérieur et maintien d'éboulis en pied de ce premier gradin (partie nord et, pour partie est de la zone d'extension),• le remblaiement partiel de gradins avec plantation (en partie sud et pour partie, à l'est de la zone d'extension),• l'aménagement d'une mare au niveau du carreau de la zone d'extension,• le maintien du carreau de la zone des installation de traitement en état de recolonisation naturelle ,• un remblaiement partiel de la partie sud du carreau de la zone d'extension permettant d'assurer une continuité avec le carreau de l'installation de traitement.
Constats : L'exploitant procède à une remise en état coordonnée à l'avancement des travaux. Les gradins en partie Sud-Est de l'emprise sont en cours de remblayage. L'avancée du carreau en partie Sud de l'extension a été remblayée avec des terres de découverte jusqu'au TN, elle va être prochainement recouverte de terres végétales pour être remise en culture. La parcelle située à l'Ouest a été remise en culture.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 4.3.2
Prescription contrôlée : Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place, si besoin, à la périphérie de cette zone. Les eaux de ruissellement sont récupérées puis traitées dans des bassins de décantation situés en point bas des carreaux d'exploitation. Afin de conserver leur efficacité, ces bassins doivent être régulièrement nettoyés. Le bassin de la plate-forme de l'installation de traitement a un minimum de 900 m ³ . Celui de la zone d'extension a un volume minimal de 800 m ³ .
Constats : Un fossé de collecte des eaux de ruissellement a été réalisé proche des limites Sud dans l'emprise de la carrière. Il permet de canaliser les eaux de ruissellement périphériques à la zone en exploitation vers les bassins de décantation situés au point bas de la carrière. Les bassins de décantation sont régulièrement curés. Le bassin principal a un volume de l'ordre de 1500 m ³ .
Observations : L'exploitant doit tenir à jour un registre chronologique de nettoyage des bassins de décantation indiquant notamment les volumes curés et leurs lieux de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Aire étanche de ravitaillement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 4.3.2.1
Prescription contrôlée : Le ravitaillement des engins de chantier ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau (ou en pointe diamant) reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les eaux ainsi collectées doivent être dirigées, avant rejet, vers un décanteur séparateur d'hydrocarbures de classe 5 mg/l. L'entretien des engins de chantier est réalisé hors site par une entreprise spécialisée.
Constats : Le ravitaillement des engins de chantier (1 pelle hydraulique, 2 chargeuses et 1 tombereau) ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité sont réalisés sur une aire étanche ceinturée par une bordure béton, reliée à un dispositif de traitement des effluents de type décanteur séparateur d'hydrocarbures.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Séparateur d'hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 4.3.2.2
Prescription contrôlée : Le séparateur d'hydrocarbures doit être nettoyé, vidangé et contrôlé au moins une fois par an et entretenu si nécessaire. L'exploitant doit être en mesure de justifier de cet entretien.
Constats : Le séparateur d'hydrocarbures est vidangé, nettoyé et contrôlé annuellement. Le dernier nettoyage date du 09/02/2021 par la SARP Centre-Est. L'exploitant dispose du BSD émis lors de cette opération pour un tonnage de 2 tonnes de déchets de type 13 05 08*. Le BSD est correctement rempli, daté et signé jusqu'au traitement final de type R12.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 4.3.2.3
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant tout rejet d'eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies : Paramètres et valeurs limites de rejet (mg/l) : MES<35 ; DCO<125 ; HCT<5 Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. Ces eaux doivent par ailleurs avoir un pH compris entre 5,5 et 8,5 et une température inférieure à 30°C. La modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.
Constats : L'exploitant mesure annuellement la qualité des rejets en sortie du bassin de décantation (rejet dans le milieu naturel hors de l'emprise autorisée). Les prélèvements sont réalisés par l'exploitant, les analyses par LDA 39. Les résultats des dernières mesures effectuées en juin 2021 sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Auto surveillance du milieu récepteur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 9.2.3
Prescription contrôlée : Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre pour la surveillance du milieu récepteur en au moins deux points situés en amont et en aval du point de rejet dans le ruisseau de Saint-Brancher. Paramètres : débit, turbidité et température Fréquence : trimestrielle Cette surveillance est nécessairement réalisée dans un contexte de rejets d'eaux résiduaire significatifs. L'interprétation des résultats sur une éventuelle dégradation du milieu doit être corrélée avec la qualité et la quantité des eaux rejetées dans le milieu, le jour du prélèvement.
Constats : L'exploitant surveille trimestriellement le milieu récepteur, le ruisseau de Saint-Brancher, en amont et en aval du point de rejet des installations. Les mesures sont effectuées par LDA 39. L'ensemble des résultats des mesures 2021 ne montrent pas de dégradations du milieu récepteur en matière de turbidité (norme de mesure NF EN ISO 7027-1).
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 6.3.1
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments. Le respect de la valeur limite ci-dessus est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.
Constats : Lors des tirs de mines deux points de surveillance des effets sont systématiquement mis en place au niveau de deux habitations (secteur Sud et secteur Nord-Ouest). Les mesures sont réalisées par le sous-traitant du minage SOFITER (le boutefeu est le chef de carrière). Lors du tir du 09/11/2021, les résultats des vibrations suivant les 3 axes sont supérieurs à 5 mm/s (L:6,92 mm/s T: 7 mm/s et V: 7,3 mm/s) au niveau de la maison d'habitation au Sud. Au niveau du deuxième point de contrôle (habitation au Nord-Ouest), il n'y a actuellement pas de déclenchement de mesures en raison de l'éloignement des fronts en cours d'exploitation. Les résultats des autres tirs sur l'année 2021 ne dépassent pas 5 mm/s.
Observations : L'exploitant doit transmettre à l'inspection les résultats des mesures de vibrations du prochain ou premier tir en 2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 6.3.2
Prescription contrôlée : La fréquence maximale autorisée est d'un tir par mois.
Constats : 4 tirs en 2020, 3 tirs en 2021. Le nombre de tirs est de 3 à 5 par an depuis le début de l'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2014, article 6.3.3
Prescription contrôlée : L'exploitant avertit, selon les modalités définies avec les parties intéressées, au moins 48 heures à l'avance, du jour et de l'heure de chaque tir de mines.
Constats : Les riverains des habitations situées à proximité de la carrière dont il est réalisé une surveillance des effets des tirs, ne sont prévenus qu'au moment de l'installation des appareils de mesures.
Observations : L'exploitant doit mettre en place (ou mettre à jour) la procédure qui prévoit d'avertir les parties concernées lors d'un tir de mines au moins 48 h à l'avance avant son déclenchement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale